



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des
Nations Unies pour la
population**

Distr.
GÉNÉRALE

DP/1997/16/Add.1 (Part III)
25 février 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session annuelle de 1997
12-23 mai, New York
Point 8 de l'ordre du jour provisoire
PNUD

RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR POUR 1996 ET QUESTIONS CONNEXES

PRINCIPALES RÉALISATIONS DU PROGRAMME

Additif

BUREAU RÉGIONAL POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 3	2
II. MISE EN OEUVRE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE ET RENFORCEMENT DES BUREAUX DE PAYS ET DU SIÈGE	4 - 28	3
III. NOUVEAUX ARRANGEMENTS DE PROGRAMMATION ET EXÉCUTION	29 - 33	10
IV. PLAIDOYER, ÉTABLISSEMENT DE PARTENARIATS ET DE GROUPE D'INTÉRÊT ET MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE	34 - 38	12
V. RENFORCEMENT DES PARTENARIATS DU PNUD AU SEIN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES	39 - 41	13
VI. ACTIVITÉS DU PNUD DANS LES PAYS SE TROUVANT EN CRISE ET DANS D'AUTRES CIRCONSTANCES SPÉCIALES	42 - 44	14
VII. MISE EN PLACE D'UNE ORGANISATION ALLÉGÉE ET PLUS TRANSPARENTTE	45 - 46	15
Annexe. RESSOURCES DE BASE DU PNUD QUI ONT ÉTÉ APPROUVÉES ET EXEMPLE DE DOMAINES D'ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE		16



I. INTRODUCTION

1. La région de l'Asie et du Pacifique continue d'être très dynamique sur le plan économique avec un taux de croissance de 7 % en moyenne qui toutefois comprend de fortes variations allant de plus de 9 % dans le nord et l'est de l'Asie à environ 1 % dans certains pays insulaires du Pacifique. Il y a également des disparités importantes au sein de la plupart des pays, 30 % de la population de la région vivant dans la pauvreté absolue. Bien que le dynamisme économique de la région constitue une base sur laquelle peut se fonder le développement humain durable, il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine. Le nombre toujours plus important de groupes démunis vivant en économie de subsistance et les disparités croissantes de revenu sont exacerbés par l'explosion démographique de la région, son industrialisation et son urbanisation rapides et l'utilisation non durable de ses ressources. L'un des principaux défis pour le PNUD dans la région est de remédier à ces déséquilibres, en collaboration avec les gouvernements et les organismes de développement, par des initiatives ciblées de développement humain comme celles qui sont décrites dans l'annexe.

2. En 1996, le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a élaboré un plan de travail commun, associant les bureaux de pays et le siège, qui décrivait dans les grandes lignes les objectifs et tâches prioritaires spécifiques du développement et comprenait des indicateurs de référence bien définis permettant de suivre les réalisations. Les objectifs étaient les suivants : a) exécuter des programmes de développement humain durable de qualité ayant des effets mesurables et apporter un appui aux activités d'élimination de la pauvreté dans la région; b) mettre en oeuvre les nouveaux arrangements de programmation assortis d'un processus d'examen et d'approbation rapides et d'un suivi financier précis; c) mobiliser les ressources et renforcer les partenariats concernant les principaux programmes appuyés par le PNUD dans la région; d) renforcer le système du Coordonnateur résident et les partenariats de l'ONU dans la région; et e) améliorer l'efficacité de la gestion administrative du Bureau pour l'Asie et le Pacifique.

3. Mettant à profit l'expérience acquise, le Bureau continuera d'appuyer les programmes nationaux d'élimination de la pauvreté en 1997 en mettant davantage l'accent sur l'exécution participative au niveau local et l'emploi accru de la science et de la technique. Le développement continu de l'exécution nationale sera conjugué aux efforts visant à améliorer la rentabilité des opérations et des taux d'exécution. Une grande importance sera accordée à la mise en place et au renforcement des réseaux de connaissances et d'experts parallèlement à la fourniture d'un soutien plus important aux initiatives de coopération Sud-Sud menées par les pays de la région.

II. MISE EN OEUVRE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE ET RENFORCEMENT DES BUREAUX DE PAYS ET DU SIÈGE

A. Élimination de la pauvreté

4. À la fin de 1995, le Bureau avait adopté une stratégie de l'élimination de la pauvreté en cinq parties pour appuyer les pays de la région. Cette stratégie était axée sur : le renforcement des programmes nationaux d'élimination de la pauvreté, la réalisation d'évaluations de la pauvreté qui faciliteraient la formulation des politiques nationales d'élimination de la pauvreté; l'élaboration de rapports nationaux sur le développement humain et d'indicateurs de référence; l'utilisation accrue de la science et de la technique pour l'élimination de la pauvreté et la formulation de programmes locaux efficaces, en particulier dans les pays en proie aux conflits, pour remettre en état les institutions communautaires. Grâce à cette stratégie, des progrès étaient évidents dans l'élimination de la pauvreté à la fin de 1996. Les nombreux engagements pris aux conférences mondiales par les gouvernements de la région ont été traduits en programmes gouvernementaux d'élimination de la pauvreté. L'efficacité de ces programmes a été renforcée par des évaluations de la pauvreté et des interventions mieux ciblées qui remédient aux causes profondes de la pauvreté et visent les couches les plus démunies de la population. Les outils permettant de suivre et d'évaluer l'efficacité des programmes ont été renforcés par les indicateurs de référence et les méthodes décrites dans les rapports sur le développement humain, et les capacités de mise en oeuvre de ces programmes ont été consolidées par le renforcement des institutions par le PNUD.

5. En 1996, le PNUD a consacré 33 % de ses ressources de base aux activités d'élimination de la pauvreté dans la région de l'Asie et du Pacifique. L'importance croissante qu'accorde le PNUD au soutien des stratégies nationales d'élimination de la pauvreté est évidente dans presque tous les pays de la région. Ainsi par exemple, le Programme national d'élimination de la pauvreté de la Chine, appuyé par le PNUD et visant à aider 80 millions de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté d'ici à l'an 2000, est axé sur la formation en groupe des ménages démunis pour améliorer leurs compétences et faciliter leur accès au crédit rural. À titre d'activité complémentaire au Sommet mondial pour le développement social et conformément à la Stratégie nationale d'élimination de la pauvreté de l'Indonésie, le PNUD a appuyé une série d'interventions destinées à des groupes spécifiques de la population de ce pays. Ce sont : l'évaluation des conséquences des programmes de pauvreté, la collecte des données de base, l'élaboration de systèmes de suivi et l'accès des collectivités démunies aux marchés grâce aux techniques d'information. À Myanmar, le PNUD a achevé la première phase de son initiative de développement humain dont ont bénéficié, estime-t-on, environ un million de personnes démunies au cours des 36 derniers mois. Cette initiative a contribué à mettre en place des partenariats avec des groupes communautaires officiels et représentait la première tentative systématique à Myanmar d'élaboration et d'exécution d'une stratégie d'élimination de la pauvreté partant de la base. L'extension de l'initiative de développement humain, approuvée en 1996, promeut la sécurité alimentaire des ménages, les moyens d'existence durables, les soins de santé primaires, l'enseignement de base et le renforcement d'un réseau local d'information.

6. Le programme sous-régional d'élimination de la pauvreté en Asie du Sud, lancé en février 1996 à l'appui de la Déclaration sur l'élimination de la pauvreté faite par l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), apporte une assistance dans les domaines de la mobilisation sociale, de la formulation de politiques en faveur des groupes démunis et du suivi. Jusqu'ici, le programme a contribué à organiser environ 50 000 villageois en associations communautaires actives au Bangladesh, en Inde, aux Maldives, au Népal et au Sri Lanka. Il a également dispensé une formation à la gestion et dans des domaines techniques à plus de 2 000 gestionnaires, présidents d'organisations communautaires et militants de villages.

7. À l'issue d'une évaluation du programme régional d'élimination de la pauvreté en 1995 dans la région de l'Asie et du Pacifique, les nombreuses interventions diversifiées et à petite échelle du programme ont été réorientées au profit d'initiatives plus circonscrites en amont où l'assistance régionale du PNUD peut avoir des effets multiplicateurs. Le PNUD a joué un rôle de plaidoyer plus actif dans des zones cibles, ouvrant la voie à des échanges concernant de nouvelles études, les connaissances spécialisées, les méthodes et outils ainsi que pour la diffusion des méthodes de développement couronnées de succès. En décembre 1996, le programme a aidé 15 pays à renforcer ou formuler des programmes et stratégies d'élimination de la pauvreté, appuyé 18 pays dans leurs évaluations de la pauvreté, aidé 17 pays à élaborer leurs rapports nationaux sur le développement humain et coopéré avec 22 pays pour incorporer la science et la technique dans les programmes d'élimination de la pauvreté, et il a mis au point des programmes locaux efficaces.

8. Les rapports nationaux sur le développement humain ont porté les questions importantes de développement humain à tous les niveaux du débat politique. En décembre 1996, cinq rapports sur le développement humain (1994-1996) ont été publiés dans la région de l'Asie et du Pacifique; ce sont ceux du Bangladesh, du Bhoutan, des Philippines, de l'Inde (au niveau des États) et du Pacifique (rapport sous-régional). D'autres rapports sont actuellement en cours d'élaboration dans 12 autres pays de la régions : Cambodge, Chine, Indonésie, Iran (République islamique d'), Malaisie, Mongolie, Myanmar, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, République démocratique populaire lao et Viet Nam. Des documents connexes sont également en cours d'élaboration dans 18 pays : une base de données socioéconomiques au Pakistan, des analyses de la situation du développement humain durable dans quatre pays relevant du Bureau du PNUD à Samoa et dans 10 pays relevant du Bureau du PNUD à Fidji (le rapport de Vanuatu a déjà été publié en 1996), une analyse de la situation du développement humain durable au Sri Lanka, un rapport sur le suivi du développement humain en Thaïlande et une évaluation nationale de la pauvreté aux Maldives. Le Gouvernement indien est allé plus loin et a accepté d'élaborer des rapports au niveau des États, son rapport sur le développement humain dans l'État de Madhya Pradesh servant de modèle à ceux des autres États de l'Inde. En résumé, les rapports qui ont été achevés ont fourni aux pays des statistiques et des indicateurs nationaux à jour qui constitueront des outils analytiques pour l'élaboration et le suivi du développement humain au niveau national et des stratégies, politiques et programmes d'élimination de la pauvreté. Singapour a déjà adopté certains des indicateurs sociaux du rapport mondial sur le développement humain pour évaluer sa croissance et ses progrès. L'influence des rapports nationaux sur les analyses politiques et économiques et sur la

budgetisation a enrichi le débat au plan national et contribué plus efficacement au suivi de la pauvreté et à la diffusion des stratégies d'élimination de la pauvreté.

B. Création d'emplois et moyens d'existence durables

9. L'approche intégrée adoptée par le PNUD concernant les questions de l'emploi, des différences liées aux spécificités des deux sexes et du développement durable a donné lieu à un certain nombre de programmes assurant une formation et l'accès à des moyens d'existence qui, tout en respectant l'environnement, constituent une source régulière de revenu pour les groupes démunis des zones rurales, notamment les femmes. Au Népal, le programme de formation pour l'emploi en zones rurales (FER) du PNUD met l'accent sur le travail familial en milieu rural et l'implantation de la petite industrie au niveau des districts en dispensant un enseignement de base et une formation professionnelle. Jusqu'ici ce programme a formé 200 fonctionnaires des districts à la planification, à l'exécution, au suivi et à l'évaluation des programmes de formation pour l'emploi en milieu rural. Il a également initié les groupes démunis des zones rurales, essentiellement des femmes, à diverses activités génératrices de revenus. En Mongolie, le PNUD a créé une fabrique de fromages dans la zone des steppes de Hustain Nuruu dont l'importance est vitale dans la protection de l'environnement de la région. Ce projet vise expressément à assurer des moyens d'existence aux bergers vivant dans les zones limitrophes de la réserve naturelle de Hustain Nuruu qui ont souffert des mesures prises par la région pour contenir le pâturage excessif dans les réserves naturelles.

10. Différentes formules d'octroi de micro-crédits ont été mises à l'essai dans un certain nombre de pays de la région et adaptées aux demandes et conditions locales. L'élément micro-crédit du projet appuyé par le PNUD dans la réserve naturelle de Qomolongma au Tibet en Chine, par exemple, est adapté du modèle de la Banque Grameen. Ce projet a octroyé des prêts aux ménages démunis pour leur permettre de mener des activités génératrices de revenus telles que l'élevage et le petit commerce. Le taux de remboursement initial est de 100 %. Au Népal, au Bangladesh et au Sri Lanka, des organisations de village ont été constituées pour réunir les économies des familles locales en fonds communs qui serviront à créer de nouveaux emplois et commerces. Au Bangladesh, ce programme a abouti à la création de 480 organisations de village comptant 18 000 membres. Ces organisations sont également liées au secteur bancaire officiel, ce qui leur permet d'avoir accès à 100 000 dollars supplémentaires en prêts. On prévoit que ce projet constituera un modèle dont pourront s'inspirer d'autres programmes communautaires de démarginalisation, compte tenu des conditions locales. Il reste cependant beaucoup à faire dans le domaine de la micro-finance, en particulier dans l'établissement de relations bancaires plus durables entre les collectivités et le secteur bancaire officiel.

11. Le recours à la science et la technique pour accroître le revenu des groupes démunis a été également une activité importante dans un certain nombre de programmes de pays en 1996. Ainsi, par exemple, au Bhoutan, le transfert des techniques de production d'huile essentielle de lemon-grass a amélioré les conditions de vie des groupes démunis dans les zones rurales. L'utilisation d'une technique améliorée de distillation a permis d'accroître le revenu monétaire des agriculteurs démunis, et la production d'huile de lemon-grass a

triplé depuis le lancement du projet en 1993. Des plans prévoyant la reproduction de cette activité sont en cours et auront des conséquences importantes sur les groupes démunis des zones rurales du centre et de l'est du Bhoutan où le lemon-grass est cultivé. Le réseau d'informations sur les techniques industrielles et les marchés (RITIM), appuyé par le PNUD et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI), a été lancé au Sri Lanka en octobre pour répondre aux besoins en information des milieux d'affaires dont l'importance va croissant dans le pays. Le RITIM relie les bases de données sur les dernières techniques aux États-Unis, en Europe occidentale, en Chine, en Russie et dans la région de l'Asie et du Pacifique, et joue le rôle d'intermédiaire entre deux parties dans le réseau des communications. Cette société est également prestataire d'accès à Internet et offre une formation à tous les aspects des techniques d'information et informatiques. Les conséquences à long terme du projet se font également sentir en dehors du Sri Lanka car la Colombie, Cuba, l'Inde, l'Indonésie, le Pérou, le Viet Nam et certains pays d'Afrique ont demandé une aide pour élaborer un projet RITIM mettant l'accent sur la participation du secteur privé. Le RITIM au Sri Lanka constituera une base de d'informations pour ces projets.

C. Promotion des femmes

12. L'incorporation des questions concernant les problèmes propres aux femmes dans les programmes appuyés par le PNUD a été un objectif important dans tous les bureaux de pays. En conséquence, de moins en moins de programmes et projets sont inscrits séparément au titre de la promotion des femmes. Les questions intéressant particulièrement les femmes font à présent partie intégrante de tous les programmes et projets du PNUD, comme en témoignent par exemple le ciblage des femmes dans la création d'emploi et l'accès au crédit, l'attention portée aux fillettes dans l'enseignement primaire et l'importance accordée à la lutte contre la grande vulnérabilité des femmes au virus d'immunodéficience humaine (VIH) et au syndrome d'immunodéficience acquise (sida).

13. Un programme de micro-crédit destiné aux femmes du Samoa occidental, mené dans le cadre du projet régional du Pacifique sur l'incorporation des questions spécifiques aux femmes dans les institutions autochtones des sociétés du Pacifique, a commencé avec une formation des formateurs à Apia. Le programme de promotion économique et sociale des femmes, apparenté au premier, prévoit l'octroi de 5 000 dollars en dons aux femmes chefs d'entreprise et aux associations féminines pour le lancement de petits commerces.

14. Des femmes réputées dans le monde des sciences et des techniques de 13 pays dans la région de l'Asie et du Pacifique se sont réunies en décembre 1996 en Inde à l'occasion d'un atelier, bénéficiant du soutien du PNUD sur la mobilisation de la science et de la technique pour une croissance économique durable et équitable. Un plan d'action a été adopté pour mettre en place un réseau régional d'experts scientifiques et techniques qui apportera une aide aux femmes vivant dans la pauvreté. Les principales questions abordées portaient sur l'élargissement des possibilités économiques des femmes, une sensibilisation accrue aux questions spécifiques aux femmes dans la politique gouvernementale et l'examen des mécanismes juridiques protégeant les droits de propriété des collectivités autochtones.

15. Du fait de l'incorporation des considérations relatives aux femmes dans les initiatives du PNUD et, par voie de conséquence, de la réduction du nombre des projets destinés principalement aux femmes, il se pourrait que les programmes négligent sans le vouloir les problèmes spécifiques aux femmes. Il faudra donc suivre cette question de près.

D. Protection et remise en état de l'environnement

16. La gestion et la protection des ressources naturelles et de l'environnement est un objectif important pour le PNUD, comme en témoigne l'affectation de 23 % de ses ressources de base à des programmes dans ce domaine dans la région de l'Asie et du Pacifique. La protection et la remise en état des ressources forestières et en eau sont des questions prioritaires dans l'appui apporté aux programmes nationaux sur l'environnement dans la région. Ainsi, par exemple, le projet sur la gestion des ressources forestières et l'amélioration des capacités institutionnelles au Bhoutan, financé conjointement par Capacités 21 et le PNUD, vise à améliorer les capacités du gouvernement en matière d'élaboration des directives nationales concernant les plans de gestion forestière. Par ailleurs, le Gouvernement philippin a approuvé "Action 21 pour les Philippines" en tant que plan directeur pour un développement durable, ce qui fait des Philippines le premier pays d'Asie du Sud-Est à adopter un programme national d'Action 21. La formulation extrêmement participative de cette initiative, qui s'est déroulée en un an, a bénéficié de l'appui du PNUD par le biais d'un projet de Capacités 21.

17. Une grande attention a été accordée aux questions des établissements humains et de l'environnement urbain lors des préparatifs et du suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II). En 1996, le PNUD a développé et renforcé en Indonésie son programme urbain afin d'appuyer le développement durable et plus participatif des villes d'Indonésie conformément aux principes d'Habitat II (voir la partie sur l'environnement dans l'annexe).

18. Le Fonds mondial pour l'environnement (FEM) a apporté environ 220 millions de dollars à la région dans le cadre du FEM/Fonds de Montréal et du FEM/Programme de petites subventions/programme mondial. Le programme du FEM dans la région de l'Asie et du Pacifique comprend 53 programmes nationaux et régionaux. En 1996, le Bureau s'est essentiellement attaché à assurer une couverture intégrale du FEM dans la région dans les domaines des changements climatiques et de la diversité biologique. Il y avait 25 nouvelles propositions relatives à des activités facilitant la présentation par les gouvernements de leurs premières communications officielles concernant deux conventions, l'une sur les changements climatiques et l'autre sur la diversité biologique.

19. Le FEM a mené en 1996 une intervention d'une importance stratégique dans la région de l'Asie et du Pacifique : le programme de gestion et d'utilisation judicieuse des zones humides visant à maximiser les avantages qu'apportent au plan mondial la protection et la gestion de la grande diversité biologique de la région tout en assurant l'utilisation durable des ressources de l'écosystème au profit de l'humanité. Ce programme a commencé avec des projets préparatoires qui avaient été approuvés pour la Chine et la Malaisie. Il est prévu de l'élargir à l'Inde, à la République islamique d'Iran, au Pakistan, à la Papouasie-Nouvelle-

Guinée et à la région du Mékong. Si des pays comme la Chine, la Mongolie, la Papouasie et le Viet Nam ont exécuté efficacement les programmes du FEM, il n'en a pas été de même dans d'autres pays où l'exécution des programmes a été entravée par de longs retards dans l'obtention des autorisations requises et par une mise en oeuvre aléatoire des activités préparatoires. Ces questions feront l'objet d'examen attentifs en 1997.

20. Cinquante-deux pour cent du budget cumulatif du Protocole de Montréal pour 1991-1996 sont consacrés aux pays de la région de l'Asie et du Pacifique. Le programme vise essentiellement à remplacer les chlorofluorocarbones (CFC) et d'autres substances appauvrissant la couche d'ozone par des produits de rechange dans les industries de la mousse, de la réfrigération, des climatiseurs, des solvants, des aérosols et des extincteurs d'incendie. En Thaïlande, par exemple, le PNUD a apporté un soutien actif, dans le cadre du Protocole de Montréal, à l'élimination progressive des CFC dans environ 30 sociétés industrielles, ce qui fait de la Thaïlande l'un des premiers pays en développement à abandonner progressivement les CFC avant la date butoir de 2001. Le PNUD a également exécuté des projets sur le renforcement institutionnel dans les ministères de l'environnement au Bangladesh, en Chine, en Inde, en Indonésie, en République islamique d'Iran, en Malaisie, au Pakistan, au Sri Lanka et en Thaïlande. En 1996, la Mongolie s'est jointe à ce groupe après avoir ratifié la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, le Protocole de Montréal et l'Amendement de Londres au Protocole de Montréal.

E. Gestion des affaires publiques

21. Les programmes du PNUD dans la région de l'Asie et du Pacifique accordent une grande importance à l'assistance aux gouvernements pour renforcer les institutions nationales et gérer les programmes d'administration publique et de gestion des affaires publiques, 24 % des ressources de base pour la région étant alloués aux activités de soutien de la gestion des affaires publiques au cours de l'année écoulée.

22. La Conférence ministérielle sur la gestion des affaires publiques en vue d'une croissance durable et de l'équité, réunissant 14 pays d'Asie, s'est tenue en novembre 1996 au Pakistan. La Conférence a adopté la Déclaration de Lahore qui portait sur les rapports entre le gouvernement et la société civile, la décentralisation du gouvernement et le rôle des entreprises privées. Elle a facilité la discussion de questions souvent délicates telles que la corruption, le rôle accru de la société civile et l'émancipation politique des femmes. Il y a à présent une sensibilisation accrue à la place que pourraient éventuellement occuper des activités neutres de coopération technique des Nations Unies pour remédier à ces problèmes. Un exemple en est l'assistance du PNUD au processus électoral. À la demande du gouvernement intérimaire du Bangladesh, le PNUD a apporté un appui technique au processus électoral pendant six mois de fluctuations politiques au début de 1996. Le PNUD a élaboré en un laps de temps très court trois projets distincts visant à faciliter les travaux des observateurs électoraux, à assurer l'information et la sensibilisation des électeurs et à former les scrutateurs. Ces activités ont abouti à la préparation de 25 950 centres de vote, la formation de 400 000 scrutateurs et la production de manuels de formation électorale. À la suite des élections de juin, le nouveau gouvernement a prié le PNUD d'apporter son appui pour renforcer la capacité de

la Commission électorale lors d'élections futures. En mai, le PNUD a été officiellement sollicité par le Gouvernement cambodgien qui a demandé son aide pour coordonner toute l'assistance technique extérieure en vue des élections de 1997 et 1998.

23. De nombreux gouvernements dans la région ont demandé l'assistance du PNUD pour renforcer leurs capacités en matière de décentralisation des fonctions de planification et d'administration. L'appui apporté par le PNUD au programme de décentralisation au Népal s'est développé rapidement au cours des quelques dernières années. La phase actuelle du programme participatif de développement des districts qui porte à présent sur 20 districts a aidé les parlementaires siégeant à la Commission nationale de la planification et le Ministère du développement local à décentraliser les activités de planification. A ce jour, 126 organisations de village ont été créées et exécutent des activités développement local de façon participative. En République démocratique populaire lao, le PNUD a lancé un programme de planification du développement rural pour éliminer la pauvreté et coordonner l'aide apportée par les donateurs au niveau des provinces. Des descriptions des provinces seront établies sur la base des évaluations locales et des besoins de développement ainsi que des capacités actuelles du gouvernement aux niveaux des provinces, des districts et des villages. Il en est résulté une meilleure planification de la base vers le sommet, une coordination plus étroite entre les ministères techniques et des partenariats plus efficaces entre le PNUD et les organisations non gouvernementales (ONG).

24. La deuxième phase du projet de réinstallation et de réinsertion des populations au Cambodge, appuyé par le PNUD, associe des interventions visant à lutter contre la pauvreté et à renforcer l'administration locale et les processus démocratiques. En 1996, la deuxième phase de ce projet a permis de mettre en place cinq comités provinciaux de développement rural, 43 comités de développement des communes et 226 comités de développement des villages élus démocratiquement. La deuxième phase de ce projet a aidé les autorités locales, les collectivités et les organisations non gouvernementales (ONG) à identifier, élaborer et exécuter 113 projets subsidiaires dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, du crédit, de l'infrastructure, de la sensibilisation au VIH/sida et à l'intégration des problèmes propres aux femmes.

25. Le PNUD a contribué à faire connaître les activités de coopération technique entre pays en développement (CTPD) menées par les Gouvernements de la Malaisie et de Singapour en offrant leurs programmes de CTPD aux autres pays de la région et aux pays d'Afrique et des Caraïbes. À cet égard, l'Institut singapourien d'études sur l'Asie du Sud-Est a accepté de mettre en oeuvre un programme de formation sur l'expérience du développement économique de l'Asie de l'Est à l'intention des pays d'Afrique.

26. En septembre, le PNUD et l'ONUDI ont parrainé, à Rajin-Sonbong en République populaire démocratique de Corée, un forum d'investissements largement couronné de succès qui a réuni 439 participants qui ont signé des contrats, des mémorandums d'accord ou des lettres d'intention d'un montant de 840 millions de dollars pour 20 projets différents. Le programme de développement de la région du fleuve Tumen est à présent ouvert aux investissements et au commerce extérieur avec l'ouverture des principaux postes frontières, l'assouplissement

des règlements concernant les activités commerciales et l'introduction de nouveaux services de chemin de fer. Plus généralement, toute la zone a bénéficié d'une augmentation notable des investissements étrangers qui ont plus que doublé au cours des deux dernières années. Par ailleurs, le PNUD mettra en place un institut commercial à Rajin-Sonbong en 1997 et introduira des études sur l'économie de marché et des cours d'anglais dans les universités du pays.

27. Le Comité du Mékong a été établi avec l'appui du PNUD en tant que première et unique organisation intergouvernementale dans la zone du bassin du Mékong. L'élaboration du plan d'aménagement du bassin du Mékong pour les pays membres (Cambodge, République démocratique populaire lao, Thaïlande et Viet Nam) a été lancée avec le soutien du PNUD. Ce plan pose les fondements du développement durable futur du bassin du Mékong. Le PNUD a également contribué à la mise en place d'un groupe consultatif de donateurs pour le Mékong, d'un fonds d'affectation spéciale et de services consultatifs techniques pour appuyer le Comité du Mékong. Les initiatives d'aménagement du bassin du Mékong ont progressé depuis le stade de coopération officieuse pour aboutir à l'adoption de dispositifs institutionnalisés s'appuyant sur un accord et une structure intergouvernementaux. Elles témoignent donc de l'engagement et de la volonté politiques nécessaires au renforcement des autres formes de coopération au développement entre les pays riverains. De même, le programme de développement de la région du fleuve Tumen est actuellement la seule instance où des hauts fonctionnaires des pays de la sous-région de l'Asie du Nord-Est se réunissent et planifient des programmes de développement conjoints.

28. En 1996 le PNUD a continué d'apporter, en tant qu'unique organisation internationale qui est l'interlocuteur de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), un appui ciblé par le biais de ses programmes sous-régionaux sur le commerce et l'environnement, la libéralisation du commerce et des investissements et l'amélioration des capacités institutionnelles, compte tenu de l'accélération de la mondialisation et de l'intégration économique régionale. Des études, bénéficiant de l'assistance du PNUD, sur le commerce et les questions connexes ont été mises à profit par le Groupe d'experts de l'ANASE pour élaborer un programme commun à l'occasion de la Conférence ministérielle sur l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

III. NOUVEAUX ARRANGEMENTS DE PROGRAMMATION ET EXÉCUTION

29. Le montant total des ressources mises à la disposition de la région de l'Asie et du Pacifique au titre du chiffre indicatif de planification (CIP) pour le cinquième cycle (1992-1996) représentait 1,3 milliard de dollars. Les contributions au titre de la participation aux coûts, des ressources spéciales du programme (RSP), des services d'appui technique (SAT) et des fonds d'affectation spéciale devraient se chiffrer à 250 millions de dollars supplémentaires au cours de la même période. Le montant estimatif total des dépenses engagées au titre des projets pendant la période 1992-1995 est de 1,1 milliard de dollars.

30. En 1996, 107 programmes et projets exécutés par des entités nationales ont été approuvés pour un montant d'environ 95 millions de dollars et représentaient 73 % de la valeur totale des nouveaux projets approuvés pendant l'année. Tout en favorisant l'intéressement national et en améliorant les capacités nationales de

gestion pour le développement, l'exécution nationale a également suscité des retards importants dans la mise en oeuvre des programmes dans certains pays. La nécessité d'affiner les procédures et d'apporter un appui à ce processus sera abordée à titre prioritaire au cours de l'année à venir.

31. Les nouveaux cadres de coopération de pays (CCP) pour le Bangladesh, la Chine et le Viet Nam ont été approuvés par le Conseil d'administration en 1996. Quinze notes consultatives pour le Bhoutan, l'Inde, la République islamique d'Iran, Kiribati, la République démocratique populaire lao, les îles Marshall, la Malaisie, la Micronésie, Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon, la Thaïlande et Tuvalu ont été examinées en détail et approuvées par le Comité de surveillance de la gestion des programmes pendant l'année, ce qui a permis de présenter les CCP au Conseil d'administration en juin 1997. Dans l'ensemble, le processus de consultations portant sur les notes consultatives a été détaillé, faisant intervenir le gouvernement central et local, les ONG, les milieux universitaires, le système des Nations Unies et les partenaires donateurs au niveau du pays. Ce processus sera promu pendant les phases d'élaboration et d'exécution des programmes pour assurer la poursuite des consultations et des partenariats élargis aux niveaux des pays et de la région.

32. L'adaptation aux nouveaux arrangements de programmation, aux nombreuses consultations et à des programmes plus circonscrits a abouti à une exécution des programmes qui laisse à désirer dans certains pays de la région. Le taux d'exécution global prévu pour 1996 pour les ressources de base était de 67 %. Grâce à une budgétisation réaliste à la fin de l'année et à une priorité plus grande accordée à l'exécution, les niveaux d'engagement et d'exécution se sont considérablement améliorés dans la majorité des pays. Six à sept pays doivent encore faire des efforts pour atteindre leurs objectifs pour l'année.

33. Dans le passé, les programmes pour la région de l'Asie et du Pacifique étaient souvent très éparpillés, multiples et insuffisamment financés. En conséquence, un réexamen détaillé des programmes régionaux a été mené à bien en 1996. Le cadre de coopération régionale (CCR) est issu de consultations intenses et quelque peu laborieuses avec les gouvernements, de quatre forums sous-régionaux, d'ateliers organisés aux niveaux national et sous-régional tout au long de 1996 par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le système des Nations Unies et d'autres partenaires. Le PNUD encourage également des relations plus étroites avec la Banque asiatique de développement pour appuyer la coopération régionale.

IV. PLAIDOYER, ÉTABLISSEMENT DE PARTENARIATS ET DE GROUPES D'INTÉRÊT ET MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

34. Conformément au plan de travail du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique pour 1996, la majorité des pays de la région ont entamé une série d'activités de plaidoyer et d'information qui portaient sur l'élargissement des connaissances et la sensibilisation aux questions liées à la pauvreté et qui comprenaient notamment des événements très médiatisés pour célébrer l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté. Des informations succinctes sur les programmes ont été fournies à un large public dans de nombreux pays tout au long de 1996 dans le cadre d'efforts concertés visant à faire connaître à un

public plus important les questions de la pauvreté, des spécificités liées aux deux sexes, de l'environnement et de la gestion des affaires publiques. En République islamique d'Iran par exemple, le PNUD a produit une série de 16 brochures décrivant des projets couronnés de succès menés par le PNUD et le Gouvernement, et il a également élaboré un dossier de presse sur l'élimination de la pauvreté en anglais et en farsi, dont la distribution à tous les journaux et agences de presse locaux a permis d'assurer une couverture médiatique importante à cette question.

35. Le lancement du Rapport sur le développement humain 1996 a également constitué un événement important à l'occasion duquel les bureaux de pays du PNUD, de concert avec le Gouvernement et d'autres partenaires, ont organisé des cérémonies de lancement, des séminaires et des ateliers de suivi pour donner une visibilité plus grande aux questions mentionnées dans le rapport et aux enseignements à en tirer du point de vue de l'action. A la suite du lancement du rapport en juillet 1996 en Malaisie, les médias et les hommes politiques ont fréquemment cité les indicateurs et des extraits du rapport comme critères de référence pour les objectifs de croissance et de développement humain. À l'issue du lancement du rapport en 1996 aux Philippines, le Président a fait des déclarations relatives à plusieurs changements d'orientation et a notamment invité tous les services du gouvernement local à consacrer au moins 20 % de leur part des recettes intérieures aux priorités de développement humain.

36. Les divers «réseaux de connaissances» mis en place par le PNUD dans la région en 1996 ont favorisé l'échange d'informations, de connaissances spécialisées et des pratiques les plus efficaces et ont servi de base à l'élaboration de principes directeurs pour les programmes et politiques. Ainsi, par exemple, le réseau juridique et éthique concernant le VIH/sida a facilité les échanges sur les réponses socioéconomiques à apporter à l'épidémie entre les pays qui ont accumulé une expérience précieuse à cet égard et ceux qui viennent seulement d'être confrontés aux répercussions sociales et économiques de cette épidémie. ASEANWEB, mis en place en 1996, fournit aux pays membres et au secteur privé un accès à l'information sur les activités économiques, commerciales et d'investissement dans la sous-région.

37. Le Centre régional d'information sur la gestion des affaires publiques qui a été mis en place en mars 1996 au Pakistan centralise les connaissances spécialisées de la région en un réseau opérationnel d'échanges des connaissances. En élaborant des bases de données sur les connaissances de la région, les recherches menées conjointement et les programmes de formation, le Centre a aidé les bureaux de pays et les institutions gouvernementales à élaborer, exécuter et suivre des projets et programmes sur la gestion des affaires publiques. Un centre d'information similaire sur le développement humain durable, établi cette année en Thaïlande, a créé un réseau promouvant l'échange de connaissances spécialisées et d'informations en Asie du Sud-Est.

38. Les ressources autres que les ressources de base ont augmenté en 1996, comme prévu dans le plan de travail annuel. Ce sont les fonds d'affectation spéciale qui ont enregistré l'augmentation la plus importante en pourcentage des ressources autres que les ressources de base. Au total, huit nouveaux fonds d'affectation spéciale gérés par le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique ont été créés en 1996. Une série de nouvelles initiatives concernant la

mobilisation des ressources et la coordination de l'aide a été également lancée. Deux réunions de coopération multi-bilatérale entre le Gouvernement japonais et le PNUD se sont tenues en novembre en Inde et en décembre 1996 au Pakistan. La réunion en Inde s'est conclue par un accord de coopération entre le Gouvernement japonais et le PNUD pour apporter un appui dans sept domaines d'activité à l'Inde. De même, la réunion au Pakistan a débouché sur la signature d'un accord entre le Gouvernement japonais et le PNUD et sur l'identification de 10 éventuels projets de collaboration multi-bilatérale dans l'avenir. Ces accords peuvent devenir un élément important dans la coordination de l'aide et constituent un modèle pour la coopération avec d'autres donateurs.

V. RENFORCEMENT DES PARTENARIATS DU PNUD AU SEIN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

39. Un certain nombre d'initiatives conjointes des Nations Unies menées dans la région en 1996 illustrent l'importance croissante accordée à la collaboration au sein du système des Nations Unies et à la coopération avec les partenaires nationaux dans diverses questions. En Afghanistan, par exemple, le PNUD a mis au point un mécanisme d'appui efficace de coordination interinstitutions en 1996 lorsque la situation sur le plan de la sécurité avait imposé des contraintes opérationnelles sur tous les programmes. Les installations et services communs du système des Nations Unies dans le cadre du projet d'appui logistique a permis des économies d'échelle et créé des effets de synergie entre les programmes. Par ailleurs, le dernier Appel global pour l'assistance humanitaire d'urgence en Afghanistan pour 1997 qui sollicitait 133 millions de dollars est le fruit d'efforts concertés entre le PNUD et le Département des affaires humanitaires de l'Organisation des Nations Unies et englobait tous les organismes des Nations Unies et les ONG travaillant en Afghanistan.

40. Le Groupe de travail interinstitutions sur l'enseignement primaire en Inde a formulé en 1996 un programme d'appui du système des Nations Unies à l'enseignement primaire communautaire qui bénéficiera de l'appui financier du PNUD, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et du Gouvernement, outre la participation de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). C'est là le premier programme interinstitutions élaboré en commun et cofinancé par le système des Nations Unies en Inde. En 1996, tous les organismes des Nations Unies en République islamique d'Iran ont adopté un plan de travail interinstitutions définissant les domaines de collaboration, à savoir l'appui à l'élaboration d'un rapport sur le développement humain et d'un programme d'élimination de la pauvreté, la lutte contre la désertification, la création d'un fichier d'experts nationaux et d'ONG nationales, la connexion des utilisateurs à Internet et le suivi des conférences mondiales. En raison de la fréquence des catastrophes frappant ce pays, des relations étroites et productives ont été également établies entre le Gouvernement, les organismes des Nations Unies et le Département des affaires humanitaires et ont débouché sur l'adoption d'un plan interinstitutions d'intervention en cas de catastrophe. Le système des Nations Unies en Thaïlande a coopéré étroitement avec le Gouvernement à l'élaboration de son huitième plan de développement national qui a abouti à la mise au point définitive d'un plan d'action pour la collaboration entre la Thaïlande et les Nations Unies. Les programmes relevant de ce plan relèvent du Conseil du

partenariat qui comprend des représentants du Gouvernement, du secteur privé, des ONG, des milieux universitaires et du système des Nations Unies.

41. Les organismes des Nations Unies à Myanmar ont mené en commun une évaluation du développement social et humain de Myanmar pour faire mieux comprendre la situation du développement dans ce pays et ses difficultés, établissant ainsi des fondements solides pour le plaidoyer, la programmation et la coordination en faveur des groupes démunis. En outre 14 groupes thématiques ont été mis en place ou renforcés à Myanmar. Une équipe spéciale interinstitutions sur le suivi des conférences des Nations Unies a été également établie à Apia avec la participation du PNUD, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Unesco et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). De même, le système des Nations Unies aux Philippines a mis en place une équipe de travail spéciale qui coordonne le suivi par le système des Nations Unies des conférences mondiales et qui porte une grande attention à l'emploi et aux moyens d'existences durables, aux services sociaux de base, à la promotion et à l'émancipation des femmes, à l'environnement et au VIH/sida. Ces groupes sont guidés par le programme de réforme sociale du Gouvernement qui reprend les principaux engagements contractés par les Philippines lors des récentes conférences mondiales et nationales.

VI. ACTIVITÉS DU PNUD DANS LES PAYS SE TROUVANT EN CRISE ET DANS D'AUTRES CIRCONSTANCES SPÉCIALES

42. Une collaboration accrue et efficace entre les partenaires des Nations Unies a permis une intervention rapide coordonnée dans les situations de crise, qui a été suivie d'efforts communs soutenus dans les phases de redressement et de relèvement. En 1996, l'Afghanistan était encore un pays en crise. En conséquence, l'assistance du PNUD a privilégié le relèvement participatif et communautaire, l'élaboration d'un ensemble de programmes clés pour financement conjoint par les donateurs et un appui logistique et aux programmes aux efforts coordonnés du système des Nations Unies. Le programme de relèvement des zones rurales du PNUD-Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a établi des conseils représentatifs de relèvement des districts et des villages qui identifient et fixent les priorités et participent à la planification et au suivi des projets au niveau communautaire. De même, l'élément relèvement urbain du PNUD-Centre des Nations Unies pour les établissements humains a insufflé une nouvelle vie au système traditionnel de représentation aux niveaux des districts et des quartiers et sollicite l'apport direct des bénéficiaires qui identifient les problèmes prioritaires. Ces programmes reposant sur des approches de gestion décentralisée du développement ouvrent la voie à l'amélioration des capacités de la société civile.

43. En 1996, les catastrophes naturelles ont frappé de nombreuses parties de la région. Les inondations au Cambodge ont gravement affecté quelque 500 000 personnes dans six provinces et à Phnom Penh. Avec l'assistance du PNUD, plus de 1,5 million de dollars ont été rapidement recueillis grâce aux donateurs pour des secours d'urgence destinés aux zones les plus gravement touchées. La majeure partie de ces fonds a été acheminée par l'intermédiaire du Département des affaires humanitaires au Programme alimentaire mondial (PAM) pour le programme «Des vivres contre du travail». À la suite de typhons et d'inondations

catastrophiques en 1996 au Viet Nam, le PNUD a mis en place un dispositif permettant d'acheminer les fonds destinés aux secours d'urgence à ce pays. En décembre 1996, cinq donateurs ont eu fourni grâce à ce dispositif 248 400 dollars aux victimes des catastrophes. Le Service de gestion des catastrophes, qui a bénéficié de l'assistance du PNUD, a géré ces fonds, contribué à identifier les collectivités ayant les besoins les plus importants, élaboré des propositions concernant les secours en cas de catastrophe et surveillé la distribution des fournitures d'urgence.

44. Une série d'inondations dévastatrices a causé une grave pénurie alimentaire en République populaire démocratique de Corée en 1995 et 1996. L'évaluation des récoltes en novembre 1996 par la FAO-PAM dans ce pays a indiqué qu'un déficit vivrier d'environ 1,83 million de tonnes de grain risquait de se produire en 1997. Le PNUD a donc élaboré un appel interinstitutions commun et lancé le programme de secours et de relèvement agricole. Le Gouvernement a accepté la proposition du PNUD de fournir des experts chinois sur le relèvement agricole après les inondations et, pour la première fois, a consenti à une participation externe importante dans le domaine de l'agriculture par l'intermédiaire du PNUD. Par ailleurs, le Gouvernement a accepté en principe de participer au programme général d'agriculture dans la sous-région de l'Asie du Nord-Est qui comprend actuellement la Chine, la République de Corée, la Mongolie et la Russie.

VII. MISE EN PLACE D'UNE ORGANISATION ALLÉGÉE ET PLUS TRANSPARENTE

45. En 1996, des compressions importantes de personnel ont été effectuées au Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique tant au siège que dans les bureaux de pays, avec une réduction de 25 % des administrateurs et de 16 % du personnel des services généraux. Il en est résulté une réduction d'environ 5 millions de dollars en dépenses de personnel en 1996. Pour atténuer les conséquences fâcheuses de ces réductions, les bureaux de pays ont accru leur productivité en réorganisant et en réaffectant les tâches, en développant la formation du personnel national et international et en prenant de nouvelles mesures de productivité. Ces mesures se sont traduites par des améliorations dans le recrutement local, les communications, la budgétisation et l'automatisation. De nouvelles formules visant à rendre les programmes nationaux et régionaux plus économiques et plus efficaces ont été également élaborées par les centres d'expérimentation au Pakistan, en Thaïlande et au Viet Nam. Des outils simples d'évaluation des effets ont déjà été incorporés dans plusieurs projets d'élimination de la pauvreté, notamment des dispositions concernant la réalisation d'études de référence et l'identification d'indicateurs spécifiques aux projets permettant d'évaluer les résultats.

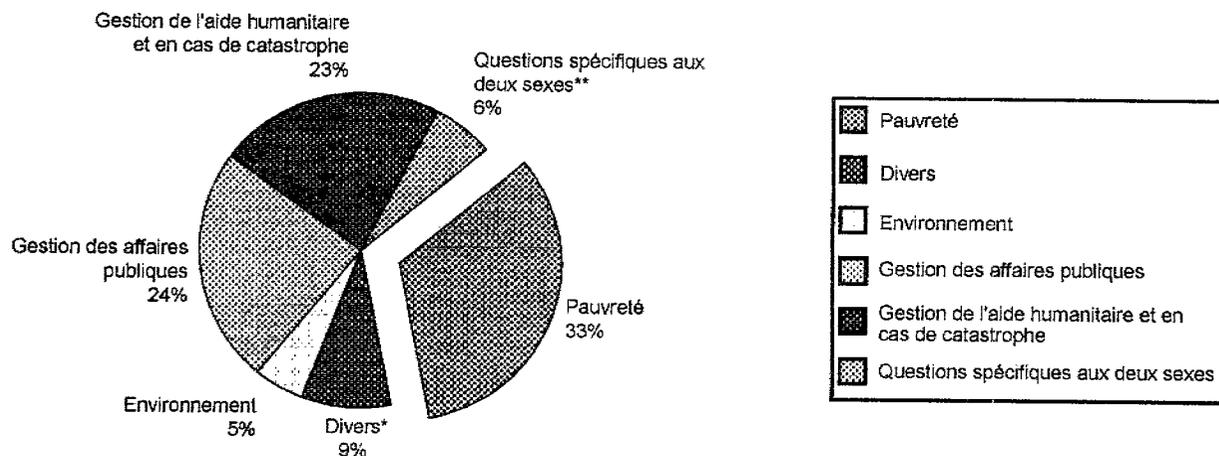
46. Le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique a accordé une importance croissante à l'élaboration et à l'utilisation des systèmes d'information. Quarante pour cent des bureaux de pays du Bureau régional sont connectés à Internet en 1996 et tous les bureaux le seront d'ici à juillet 1997. En Chine, en Indonésie et en Malaisie, le PNUD a déjà établi des pages d'accueil des bureaux de pays, facilitant l'accès à l'information concernant les programmes et les publications.

Annexe

RESSOURCES DE BASE DU PNUD QUI ONT ÉTÉ APPROUVÉES ET EXEMPLE DE
DOMAINES D'ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

RESSOURCES DE BASE DU PNUD APPROUVÉES DANS LES PRINCIPAUX DOMAINES D'ACTIVITÉ
THÉMATIQUES : BUREAU RÉGIONAL POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE, 1996

* Porte sur des domaines tels que l'enseignement, les activités



interinstitutions, les réseaux régionaux, l'information et le plaidoyer, la coordination de l'aide, etc.

** L'intégration des questions propres aux femmes a été appliquée et les questions relatives aux deux sexes sont donc incorporées dans d'autres domaines thématiques de la pauvreté, de l'environnement et de la gestion des affaires publiques.

Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique : janvier 1997

EXEMPLE DE PAYS

Élimination de la pauvreté et création d'emploi

Le nouveau Gouvernement de la Mongolie ayant introduit des réformes dans les domaines de l'économie et de l'administration publique, le PNUD a examiné et évalué le programme national d'élimination de la pauvreté du pays pour mesurer l'effet immédiat des réformes sur les groupes vulnérables de la population. L'évaluation a indiqué que le programme a été couronné de succès en amont et que l'exécution au niveau local devait être renforcée. De nouvelles modifications sont prévues pour assurer une exécution plus efficace.

Dans le cadre du programme national de mise en valeur du jute en Inde, bénéficiant de l'appui du PNUD, près de 2 000 stagiaires ont acquis des compétences en matière de conception et de réalisation d'articles d'artisanat en jute et ont été employés par la suite par des ONG. Parmi ces stagiaires, 140 maîtres artisans ont participé à des ateliers de formation avancée et aujourd'hui près de 500 femmes produisent des vêtements en jute. Dans le cadre du programme, des expositions sont organisées dans les ventes de charité et les foires pour donner des débouchés commerciaux aux ONG qui mènent des activités dans la production d'articles artisanaux en jute.

Entre 1994 et 1996, le programme de formation professionnelle au Cambodge, appuyé par le PNUD, a permis d'initier 5 193 personnes à plus de 35 métiers différents, depuis la réparation de bicyclettes à la confection de balais. Des études de suivi en 1996 indiquent qu'environ 77 % des personnes formées gagnent leur vie à plein temps, à temps partiel, dans des emplois saisonniers ou comme travailleurs indépendants. Plus de 55 % des personnes employées sont des femmes.

Questions spécifiques aux femmes

En Chine, le PNUD et la Fédération des femmes chinoises ont collaboré à plusieurs propositions de suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, notamment la mise en place d'un réseau national de statistiques et de collecte de données, la promotion du réemploi des femmes dans les zones urbaines, l'organisation d'ateliers de formation à la sensibilisation aux questions spécifiques aux femmes, et l'intégration des problèmes propres aux femmes dans l'élaboration des politiques. Avec l'appui du Groupe consultatif local sur les femmes dans le développement, présidé par le PNUD, le Ministère des affaires des femmes et des enfants au Bangladesh a arrêté la version définitive du Programme national d'action au titre d'activité complémentaire à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Cet appui comprenait l'examen par un groupe de donateurs des capacités d'analyse des questions relatives aux femmes dans les divers ministères. S'inspirant de la Déclaration et du Plan d'action de Beijing, le Programme national pour l'amélioration de la condition de la femme a été élaboré et adopté par le Gouvernement mongol avec l'assistance du PNUD.

Environnement

Dans le cadre du programme de réduction de la pollution industrielle au Sri Lanka, des consultants ont été formés pour conseiller les entreprises sur la

mise en oeuvre des stratégies peu coûteuses de lutte contre la pollution. Ainsi, par exemple, une entreprise de peinture a réduit ses émissions de poussière et de vapeur de 70 % tout en augmentant ses bénéfices de 17 860 dollars par an. Une autre société a réduit ses déchets solides de 75 %, économisant près de 90 000 dollars par an. Ces activités seront développées afin de s'assurer la participation d'un nombre plus important de compagnies en 1997. En Chine, les efforts déployés par le PNUD pour améliorer la capacité du Congrès national du peuple de formuler des lois dont l'application est prioritaire et de renforcer la loi-cadre du pays sur la protection de l'environnement ont récemment abouti à l'adoption de la première loi sur la lutte contre la pollution sonore.

Avec l'appui du PNUD, le Bangladesh a publié son plan d'action national sur la gestion de l'environnement à l'issue d'un processus de formulation de 18 mois au cours desquels des consultations ont été effectuées auprès du Gouvernement et des groupes de la société civile.

L'aspect mondial des activités du FEM est mis en oeuvre au niveau local par la participation importante des collectivités locales et des ONG en tant que partenaires dans la formulation des projets du FEM dans la région. En Inde, le projet Hilly Hydel a été considéré par le Secrétariat du FEM comme un exemple du renforcement de la participation des groupes d'intérêt et du développement participatif.

En 1996, le PNUD a continué d'apporter son assistance aux établissements urbains en Indonésie. Pour appuyer les interventions en amont, le PNUD, la Société suisse de développement et Real Estate Indonesia ont mis en place de concert l'Institut d'aménagement urbain et régional qui représente les intérêts des collectivités, du secteur privé et du gouvernement. Au niveau communautaire, le PNUD a élaboré des formules novatrices de construction de logements par les collectivités elles-mêmes qui sont appliquées, adaptées et reproduites rapidement dans tout le pays depuis l'achèvement couronné de succès de trois projets pilotes. Plus de 60 collectivités en Indonésie ont déjà appliqué cette solution avec l'appui du PNUD. Ce programme a permis à environ 15 000 personnes d'avoir accès à des crédits subventionnés, des terres et des services.

Gestion des affaires publiques

À la suite d'une récente conférence organisée par le PNUD sur la mise en valeur des ressources humaines à l'intention des ministères et des cadres du parti de la République démocratique populaire lao, le Gouvernement a mis en place, sur la recommandation du PNUD, une commission spéciale au niveau ministériel qui sera chargée d'assurer une meilleure coordination entre les ministères dans la planification, le ciblage et la réalisation des objectifs nationaux de développement compte tenu du passage du pays vers l'économie de transition.

Un plan d'action pour la réforme administrative du Gouvernement au Sri Lanka a été arrêté définitivement à la suite de l'exécution d'un projet commun PNUD-BAFD portant sur les principaux domaines de la réforme du secteur public. Ce programme vise essentiellement à réévaluer et à rationaliser les institutions existantes et à améliorer la capacité du secteur public de gérer

efficacement l'expansion de l'économie de marché et de fournir des services de qualité.

Au Cambodge, la collaboration du PNUD avec le Ministère de la santé, l'OMS, l'UNICEF et l'Overseas Development Administration pour reconstruire et remettre en état le système de santé du Cambodge a abouti à l'approbation par le Ministère des finances d'une importante réglementation sur le financement des services de santé dans le pays.

Gestion des catastrophes

En avril 1996, une tornade a frappé Tangail et Jamalpur Thanas au Bangladesh, tuant près de 1 000 personnes, blessant plus de 30 000 autres et détruisant près de 100 000 fermes. Le PNUD et une équipe d'évaluation des catastrophes du Département des affaires humanitaires, en coordination avec l'Équipe des Nations Unies pour la gestion des opérations en cas de catastrophe, ont immédiatement établi des rapports sur la situation, procédé à l'évaluation des dommages et organisé des consultations entre les donateurs sur les besoins en matière de secours et de relèvement. L'Équipe spéciale présidée par le PNUD, qui comprend des représentants du PAM, de l'UNICEF, de la FAO et de l'OMS, a convenu d'actions prioritaires qui seront menées immédiatement par la FAO et diverses ONG.

En Chine, les secours internationaux ont été dirigés par le PNUD lorsqu'un tremblement de terre a touché la province de Yunnan en février. Une fois que le Coordonnateur résident des Nations Unies a convoqué l'Équipe spéciale, une mission du PNUD a évalué les dommages et coopéré avec les autorités provinciales pour les activités de secours d'urgence. Le PNUD en collaboration avec le Département des affaires humanitaires a recueilli plus de 1,2 million de dollars pour les fournitures de secours d'urgence pendant cette opération.

Autres initiatives

Plaidoyer et communications

À l'occasion de la célébration de l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté, le Représentant résident en Chine a lu le message du Secrétaire général lors d'une cérémonie tenue dans la Grande Salle du Peuple. Une manifestation célébrant la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté a été organisée en octobre 1996 à Suva, à Fidji; au cours de cette cérémonie, un descriptif de projet a été signé par le Coordonnateur résident et le Ministre des finances. En République de Corée, une cérémonie commémorative et un séminaire ont été organisés avec plus de 130 participants d'ONG, des milieux universitaires et des médias. En Indonésie, le PNUD a organisé un séminaire national sur la pauvreté qui a bénéficié d'une large couverture dans les médias. Au Viet Nam, le PNUD a célébré la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté en signant un projet d'élimination de la pauvreté dans la province de Yen Bai qui a suscité une série d'articles sur des questions liées à la pauvreté dans la presse locale. Au Pakistan, le PNUD a organisé des activités et examiné les questions de la pauvreté au niveau local, en collaboration avec des ONG, pour veiller à ce que ces messages parviennent aux groupes démunis. En décembre, le Bureau du PNUD en Mongolie a entamé la production d'une série de

brochures en mongol et en anglais qui mettaient l'accent sur les activités axées sur le développement humain durable.

Activités interinstitutions

Le groupe thématique du Programme conjoint et coparrainé des Nations Unies pour la lutte contre le VIH/sida en Mongolie et des représentants du Ministère de la santé, du PNUD, de l'OMS, du FNUAP, de l'UNICEF, de la Société de la Croix-Rouge et des ONG locales ont élaboré en commun le Programme national de lutte contre le VIH/sida et un plan de travail pour 1987-1997. Le système des Nations Unies en Inde a produit un cadre de référence commun pour le développement humain, l'atténuation de la pauvreté et le suivi commun des objectifs des conférences mondiales des Nations Unies pour l'Inde, intitulé «Déclaration générale de l'Inde sur le système des Nations Unies».

Mobilisation des ressources

Les huit fonds d'affectation spéciale gérés par le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique qui ont été mis en place en 1996 sont : le Fonds d'affectation spéciale pour le Mékong, l'Accord PNUD-République de Corée sur le Fonds d'affectation spéciale pour l'appui au programme de développement de la région du fleuve Tumen, le Fonds d'affectation spéciale pour le fleuve Tumen, l'Accord PNUD-Suède sur le Fonds d'affectation spéciale pour le projet relatif au renforcement des politiques et institutions financières au Viet Nam, l'Accord PNUD-Australie sur le Fonds d'affectation spéciale pour la deuxième phase du projet concernant la réforme de la gestion fiscale et monétaire et l'amélioration des statistiques, l'Accord PNUD-Suède sur le Fonds d'affectation spéciale pour le projet d'appui au développement rural au Cambodge, l'Accord sur le Fonds d'affectation spéciale du PNUD qui appuie le programme de réinsertion et de relèvement locaux au Cambodge et le Fonds d'affectation spéciale PNUD-République populaire démocratique de Corée pour le programme de secours et de relèvement agricole.
